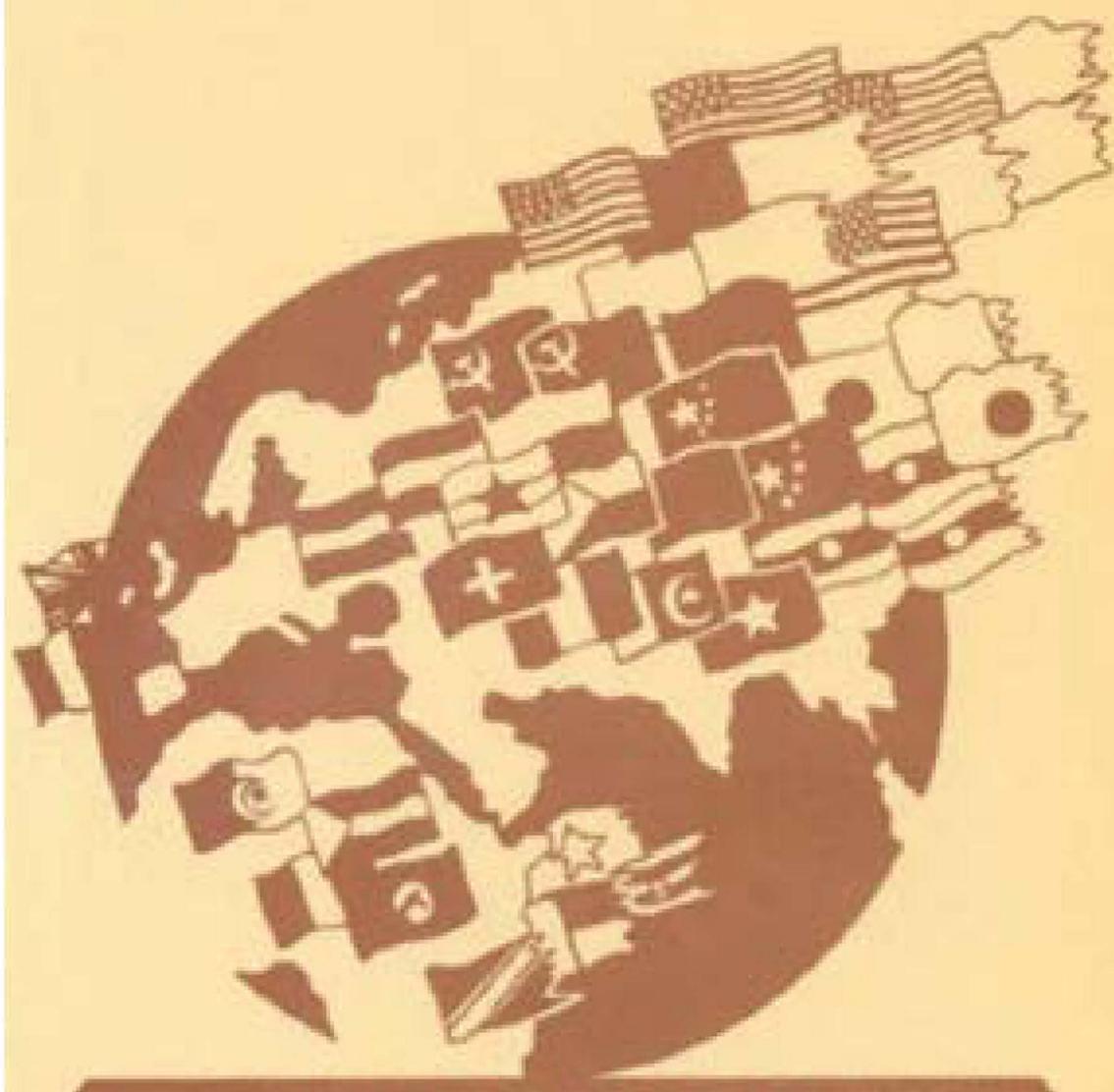


MANDEL

LA CRISE



CHAMPS

FLAMMARION

Sommaire

Couverture

Présentation

Page de titre

AVANT-PROPOS

CHAPITRE PREMIER - LA PREMIÈRE RÉCESSION GÉNÉRALISÉE DE
L'ÉCONOMIE CAPITALISTE INTERNATIONALE DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE
MONDIALE

CHAPITRE II - L'AMPLEUR DE LA RÉCESSION 1974-1975

CHAPITRE III - LA CONTRACTION DU COMMERCE MONDIAL

CHAPITRE IV - UNE CRISE CLASSIQUE DE SURPRODUCTION...

CHAPITRE V - ... MAIS AVEC DES PARTICULARITÉS SPÉCIFIQUES

CHAPITRE VI - L'INFLATION N'EST PAS ENCORE GALOPANTE

CHAPITRE VII - LA HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE N'A PAS PROVOQUÉ LA 20^e
CRISE DE SURPRODUCTION DEPUIS LA FORMATION DU MARCHÉ MONDIAL
DU CAPITALISME INDUSTRIEL

CHAPITRE VIII - LES PAYS SEMI-COLONIAUX ET DÉPENDANTS DANS LA
RÉCESSION

CHAPITRE IX - L'ACCENTUATION DE LA CONCURRENCE INTER-IMPÉRIALISTE
AU COURS DE LA RÉCESSION

CHAPITRE X - LES PRINCIPALES BRANCHES INDUSTRIELLES DANS LA
RÉCESSION

CHAPITRE XI - LA RELANCE MONÉTAIRE ET LA DURÉE LIMITÉE DE LA
RÉCESSION

CHAPITRE XII - LES KRACHS FINANCIERS, LA POLITIQUE DE RELANCE ET LA
PEUR D'UNE PANIQUE BANCAIRE

CHAPITRE XIII - LES CAUSES FONDAMENTALES DE LA RÉCESSION N'ONT PAS
ÉTÉ ÉLIMINÉES

CHAPITRE XIV - LES INCIDENCES DE LA CRISE DU SYSTÈME MONÉTAIRE
INTERNATIONAL SUR L'ÉVOLUTION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE XV - LA STAGNATION DU MARCHÉ COMMUN : CRISE ET
CONTINUITÉ

CHAPITRE XVI - L'ENVOLEE DE L'OR

Le double « marché de l'or »

Valeur de l'or et « prix » de l'or

L'augmentation de la « valeur relative » de l'or a deux racines

Une transformation du système monétaire international ?

L'or et la crise

CHAPITRE XVII - L'AGRICULTURE DANS LA CRISE, OU LE CARROUSEL
INFERNAL DES PROFITS DE LA FAIM

CHAPITRE XVIII - LES PAYS DITS SOCIALISTES ET LES FLUCTUATIONS DE LA
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

CHAPITRE XIX - LES RACINES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE POLONAISE

CHAPITRE XX - LA RÉINSERTION DE LA CHINE DANS LE MARCHÉ MONDIAL

CHAPITRE XXI - LE NOUVEAU CYCLE 1976-1980

CHAPITRE XXII - LA RÉCESSION GÉNÉRALISÉE DE 1980-1982

CHAPITRE XXIII - UNE NOUVELLE « ZONE DE COPROSPÉRITÉ » EN ASIE
ORIENTALE ?

CHAPITRE XXIV - LES TENTATIVES DE RESTRUCTURATION DU MARCHÉ
MONDIAL ET DU CAPITAL INDUSTRIEL INTERNATIONAL

CHAPITRE XXV - L'EXPLICATION MARXISTE DES CRISES DE SURPRODUCTION
EN GÉNÉRAL

CHAPITRE XXVI - L'EXPLICATION MARXISTE DES CYCLES 1971-1975, 1976-
1982 ET 1982-1986(7)

CHAPITRE XXVII - LE MOUVEMENT OUVRIER DEVANT LA CRISE

CHAPITRE XXVIII - LA REPRISE 1983-1985 EST COUPLÉE A UNE CRISE
FINANCIÈRE AGGRAVÉE

La locomotive américaine

Les faiblesses structurelles persistent

Les nouvelles donnes de la concurrence inter-impérialiste

Des puissances impérialistes sont-elles en train de se « désindustrialiser » ?

La machine du crédit s'emballé

Les pays du « tiers monde », la reprise et la crise financière

La nouvelle crise agricole américaine

Une nouvelle récession est inévitable

Notes

Copyright d'origine

Achévé de numériser

AVANT-PROPOS

L'ouvrage que voici est né de onze études conjoncturelles — que nous avons publiées successivement dans les numéros spéciaux de la revue INPRÉCOR — , consacrées à l'évolution de la situation économique internationale (les numéros des 16 janvier 1975, 5 juin 1975, 18 décembre 1975, 11 novembre 1976, 23 décembre 1977, 30 décembre 1978, 17 janvier 1980, 16 février 1981, 23 avril 1982, 23 juillet 1984, 1^{er} avril 1985). Il n'a pas été nécessaire de modifier en quoi que ce soit le jugement porté sur la conjoncture, à ces moments précis, pour effectuer une refonte de ces articles en un texte cohérent. Il a suffi de supprimer les redites et d'intégrer des données appréhendées postérieurement. Il en résulte une analyse qui évite à la fois l'écueil de la chronique pure et celui de l'analyse qui se maintient à un niveau d'abstraction tel qu'elle ne sert plus à l'explication des événements passés ou à venir. Comme dans nos ouvrages précédents, traitant des problèmes économiques, nous avons essayé d'intégrer pas à pas les données principales de la réalité empirique et les catégories analytiques de Marx, celles-ci servant à l'explication de celles-là par l'intermédiaire d'une série d'analyses, de notions et d'hypothèses médiatisantes.

Il s'agit de replacer les récessions généralisées 1974-1975 et 1980-1982 aussi bien dans leur cadre historique précis — la rupture avec la longue période d'expansion d'après-guerre — , que dans le cadre plus général de l'histoire du mode de production capitaliste dans son ensemble. Il s'agit d'expliquer en quoi ces récessions et les phases de dépression — de reprise hésitante, inégale et non cumulative — qui leur font suite ne sont ni le résultat du hasard ni le produit d'éléments exogènes (« la hausse du prix du pétrole » ; « la lutte de libération des peuples du tiers monde » ; « le comportement irrationnel des syndicats » ; « les revendications salariales des travailleurs anticipant sur l'inflation »). Elles correspondent au contraire à la logique immanente du système, bien que des facteurs exogènes ou accidentels jouent évidemment un rôle dans les particularités de chaque cycle.

Chemin faisant, nous pouvons affiner à la fois l'exposé et l'application de la théorie marxiste des crises périodiques et du cycle industriel, qui reste un des chapitres les plus controversés mais en même temps des plus impressionnants de l'œuvre théorique de Karl Marx.

Il est à peine nécessaire de souligner que si l'auteur s'efforce au maximum d'*objectivité* — c'est-à-dire s'efforce de saisir et d'expliquer la réalité telle qu'elle est dans sa totalité mouvante, et n'en escamote aucun aspect pour la faire entrer dans tel ou tel schéma idéologique préconçu — il n'est point *impartial*.

La crise, la réapparition du chômage massif, l'offensive universelle du capital contre la classe ouvrière, la misère qui s'étend dans le tiers monde, les menaces croissantes qui pèsent sur les libertés démocratiques et sur la paix en fonction

même de la détérioration de la situation économique du capital, tout cela nous incite à redire avec force que le régime capitaliste est un régime condamné. En effet, il menace de plus en plus de détruire la substance même de la civilisation matérielle et de la culture humaine dont il avait jadis assuré l'essor, fût-ce sous une forme contradictoire, avec d'énormes tares et aliénations qui lui étaient inhérentes dès sa jeunesse. Il est urgent que l'humanité lui substitue un régime social adapté aux besoins contemporains de l'homme, à ses forces productives et à sa tendance émancipatrice : le régime socialiste, qui n'existe encore nulle part. La seule force sociale capable de mener à bien pareille œuvre de reconstruction gigantesque est la classe ouvrière, c'est-à-dire l'ensemble des salariés.

La crise actuelle doit faciliter son dégagement de l'influence idéologique bourgeoise. Elle arrache les voiles qui lui avaient en partie caché le véritable visage du capitalisme pendant la période de prospérité relative. Elle favorise donc l'élévation de la conscience de classe prolétarienne, stimulant le combat anticapitaliste. Mais que cette prise de conscience soit scientifique, qu'elle ne charrie ni mensonges, ni légendes, ni mythes, mais s'appuie sur les faits réels et leur explication rigoureuse, telle est notre ambition. Telle devrait être l'ambition de tout marxiste, pour qui seule la vérité peut être révolutionnaire.

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE RÉCESSION GÉNÉRALISÉE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE INTERNATIONALE DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

En 1974 et 1975, l'économie capitaliste internationale a connu sa première récession généralisée depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce fut la première récession qui frappa simultanément toutes les grandes puissances impérialistes. Si elle a surpris tous ceux qui, dans les milieux bourgeois et petits-bourgeois ainsi qu'au sein du mouvement ouvrier, avaient porté foi aux affirmations selon lesquelles les gouvernements du capital seraient dorénavant en mesure de « contrôler le cycle »¹, nous l'avions prévue et annoncée presque à date exacte².

La première récession généralisée d'après-guerre a été la plus grave précisément parce qu'elle a été générale. La désynchronisation du cycle industriel dans la période 1948-1968 avait réduit l'ampleur des récessions. Une chute de la production et de la demande internes des pays frappés par une récession (par exemple les États-Unis en 1960, le Japon en 1965 ou l'Allemagne occidentale en 1966-1967) était chaque fois compensée par une expansion des exportations vers les pays qui échappèrent à la crise. Cette fois-ci, au contraire, la synchronisation internationale des mouvements conjoncturels dans les principaux pays impérialistes a amplifié le mouvement de recul de l'activité économique.

Un bon exemple en est offert par l'évolution de la conjoncture ouest-allemande. La récession se déclencha au deuxième trimestre de 1974, avec un premier trimestre marqué par une baisse absolue du P.N.B. (Produit national brut) de l'ordre de 0,5 %. Mais il faut souligner que, déjà au cours du premier trimestre, le taux de croissance du P.N.B. était tombé à 1 %, alors que les exportations étaient encore en hausse de 9,5 %. On peut donc dire sans risque de se tromper que le maintien d'une forte expansion des exportations ouest-allemandes a retardé d'au moins un trimestre l'éclatement de la récession dans ce pays. Au cours de deux trimestres successifs, les deuxième et troisième trimestres 1974, les exportations ouest-allemandes n'augmentèrent plus. Mais elles ne furent pas non plus marquées par un recul. Elles stagnèrent. Dès lors que le P.N.B. diminua de 0,5 % pendant chacun de ces deux trimestres, on est en droit de conclure que le maintien des exportations ouest-allemandes à leur niveau maximum freina la récession et la confina à des limites étroites. Cependant, au quatrième trimestre 1974 et au premier trimestre 1975, les exportations ouest-allemandes baissèrent respectivement de 3,5 % et de 8,5 %, sous l'effet évident de la récession internationale de l'économie capitaliste. Du coup, la récession

s'amplifia en R.F.A. Le P.N.B. diminua de 2 % et de 2,5 % respectivement au cours de ces deux trimestres. L'insertion de plus en plus profonde de l'économie ouest-allemande dans l'économie internationale, qui avait permis de limiter la récession de 1966-1967 et semblait devoir limiter également la récession en 1974, et qui avait conduit le chancelier Helmut Schmidt à affirmer imprudemment devant le congrès du syndicat des métallos en septembre 1974 : « Il est presque embarrassant de constater à quel point notre économie se porte bien comparativement à l'économie internationale », lui devenait fatale dès la fin 1974. Cette fois-ci, elle aggrava l'ampleur de la crise au lieu de l'atténuer³.

La synchronisation internationale du cycle industriel n'est cependant point fortuite. Elle résulte de transformations économiques plus profondes qui se sont produites au cours de la longue période d'expansion qui lui a précédé ; elle en est en quelque sorte la conséquence inéluctable.

Cette expansion avait donné une puissante impulsion à un nouvel essor des forces productives, à une nouvelle révolution technologique. Il en a résulté un nouveau bond en avant de la concentration des capitaux et de l'internationalisation de la production, les forces productives dépassant de plus en plus les bornes de l'État bourgeois national (tendance qui a commencé à se manifester depuis le début du siècle, mais qui s'est considérablement amplifiée depuis 1948^{4bis}). La division internationale du travail au sein de l'ensemble des pays impérialistes a fortement progressé. Du point de vue de l'organisation du capital — de ce que Marx appelle « le capital fonctionnant » —, cela se traduit par l'essor des firmes multinationales qui, chacune, font produire la plus-value simultanément dans plusieurs pays. De telles firmes fonctionnèrent à l'aube de l'ère impérialiste essentiellement dans le secteur des matières premières. Leur sphère d'activité s'étend aujourd'hui à presque tous les secteurs de l'industrie de transformation proprement dite. L'internationalisation de la production qui, en régime capitaliste, prend nécessairement la forme d'une concentration et d'une centralisation internationales du capital toujours plus avancées, contrecarre de plus en plus les tentatives des États impérialistes « nationaux » d'appliquer avec succès une politique anticyclique dont la portée reste limitée, pour l'essentiel, aux frontières nationales⁵.

La principale technique utilisée par les gouvernements bourgeois pour essayer de « contrôler » le cycle après 1945, fut la politique d'expansion et de contraction successives du crédit, c'est-à-dire de la monnaie scripturale et de la masse monétaire dans son ensemble (de la « demande globale »). La principale technique pour freiner l'ampleur des crises périodiques de surproduction depuis 25 ans fut donc celle de l'expansion du crédit et de l'expansion monétaire (il s'agissait, bien entendu, d'efforts pour *réduire l'ampleur* des crises, non pour en empêcher l'éclatement, ce dont ils sont tout aussi incapables que par le passé). La principale caractéristique de la longue phase d'expansion d'après-guerre, du point de vue du fonctionnement d'ensemble de l'économie capitaliste internationale, ce fut donc l'apparition de *cycles de crédit partiellement autonomes* par rapport au cycle industriel, et cherchant à « compenser » celui-ci. Mais comme l'État, la Banque centrale et la monnaie capitaliste restent nationaux, ces cycles de crédit furent eux aussi « nationaux », et passablement désynchronisés

sur le plan international. Chaque gouvernement impérialiste a pu appliquer « sa » politique de crédit, reliée de manière « souple » aux fluctuations du marché mondial à travers les fluctuations des balances de paiement nationales.

Mais les techniques anti-crise étaient et restent foncièrement inflationnistes. A la longue, l'application répétée d'une politique d'expansion monétaire tous les cinq ou six ans devait aboutir à une accélération universelle de l'inflation. A partir du moment où l'inflation s'accélère dans tous les pays impérialistes et aboutit à l'écroulement du système monétaire international, symbolisé par la proclamation de l'inconvertibilité du dollar par rapport à l'or, tous les gouvernements impérialistes ont été obligés d'appliquer simultanément une politique anti-inflationniste, ne fût-ce que sous la pression de la concurrence. De là une nouvelle impulsion à la synchronisation internationale du cycle industriel.

Finalement, dans la mesure même où la longue phase d'expansion d'après-guerre touchait à sa fin, où les principaux moteurs de l'expansion commencèrent à s'épuiser, où la croissance de la production à long terme devait se ralentir, les contradictions de l'économie capitaliste s'affirmèrent plus graves, à la fois au sein de chaque pays impérialiste et entre eux, ainsi qu'entre eux et les pays semi-coloniaux ou dépendants. Les phases de « boom » étaient condamnées à devenir plus courtes (celle de 1972-1973 fut dans une large mesure spéculative), cependant que les phases de stagnation, voire de récession, s'allongèrent. Cela facilite évidemment la synchronisation internationale du cycle. Des récessions qui ne durent que six mois se chevaucheront moins facilement dans de nombreux pays que des récessions qui durent deux ans.

La récession généralisée exprime donc de manière synthétique le retournement de l'« onde longue expansive » (qui commença aux États-Unis en 1940, en Europe occidentale et au Japon en 1948, et dura jusqu'à la fin des années 60). Nous avons prédit ce retournement, dès 1964⁶, auquel nous avons consacré notre livre, *Le Troisième Age du capitalisme*⁷. La nouvelle « onde longue » se caractérise par un taux de croissance moyen à long terme sans doute inférieur de moitié à celui des années. 50 et 60. On ne retrouvera plus avant longtemps la fièvre expansive de ces deux décennies.

Surtout, ce qui remonte à la surface, symbolisé par mai 68 en France, par le « mai rampant » en Italie, par le processus révolutionnaire portugais de 1974-1975, par l'essor spectaculaire des luttes ouvrières en Grande-Bretagne et en Espagne — phénomènes qui s'étendront tôt ou tard également à la R.F.A., au Japon et aux États-Unis —, c'est une crise sociale de l'ensemble de la société bourgeoise, une crise des rapports de production capitalistes et de tous les rapports sociaux bourgeois, qui s'imbrique avec le ralentissement durable de la croissance économique capitaliste, accentue et aggrave les effets des fluctuations conjoncturelles de l'économie, et reçoit à son tour de nouveaux stimulants de ces fluctuations.

CHAPITRE II

L'AMPLEUR DE LA RÉCESSION 1974-1975

En 1975, la production industrielle et le produit national brut étaient en recul sur ceux de l'année précédente dans tous les grands pays impérialistes. Le tableau suivant donne l'ampleur du recul de la production industrielle entre le « sommet » du boom et le point le plus bas de la récession.

TABLEAU I. — Différence entre le maximum et le minimum de la production industrielle, avant et pendant la récession, dans les principaux pays impérialistes

Pays	A : trimestre du maximum de la production	B : trimestre du minimum de la production	Chute de la production de A à B (%)
États-Unis	4 ^e trim. 1973	2 ^e trim. 1975	- 14,4
Canada	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 6,9
Japon	4 ^e trim. 1973	1 ^{er} trim. 1975	- 19,8
R.F.A.	4 ^e trim. 1973	3 ^e trim. 1975	- 11,8
France	3 ^e trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 13,6
Grande-Bretagne . . .	4 ^e trim. 1973	4 ^e trim. 1974	- 10,1
Italie	2 ^e trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 15,5
Pays-Bas	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 11,7
Belgique	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 17,1
Suède	3 ^e trim. 1974	2 ^e trim. 1975	- 4,1
Suisse	2 ^e trim. 1974	1 ^{er} trim. 1975	- 20,3
Espagne	2 ^e trim. 1974	2 ^e trim. 1975	- 10,0

Source : O.C.D.E. : *Perspectives économiques*, n° 19, juillet 1976, p. 47
— Espagne : statistiques espagnoles.

Il est frappant de noter le décalage entre la réduction de la production industrielle, beaucoup plus modeste que lors de la grande crise économique 1929-1932, et l'ampleur fort considérable du chômage provoqué par la récession 1974-1975, qui atteint en moyenne — avec des écarts quelquefois importants d'un pays à l'autre, la R.F.A. étant la grande exception — la moitié du chômage de la grande crise. Déjà, lors de la récession 1969-1971, on avait compté dix millions de chômeurs dans l'ensemble des pays impérialistes. Pendant l'hiver 1975-1976, lorsque le chômage atteignit son point culminant, le nombre total des chômeurs officiellement reconnus dans l'ensemble des pays impérialistes était proche de dix-sept millions.

TABLEAU II. — Maximum du chômage pendant la récession 1974-1975

Pays	Date	Nombre de chômeurs
États-Unis	4 ^e trimestre 1975	7912000
Grande-Bretagne	3 ^e trimestre 1976	1319000
Japon	4 ^e trimestre 1975	1178000
Italie	3 ^e trimestre 1976	1145000
R.F.A	4 ^e trimestre 1975	1141000
France	3 ^e trimestre 1976	1036000
Espagne	4 ^e trimestre 1976	800000
Canada	4 ^e trimestre 1975	724000
Australie	4 ^e trimestre 1975	297000
Belgique	3 ^e trimestre 1976	292000
Pays-Bas	4 ^e trimestre 1975	211000
Danemark	4 ^e trimestre 1975	111000
Autres pays impérialistes	4 ^e trimestre 1975	600000

(Sources : pour le 4^e trimestre 1975 : Nations unies, « Supplément à l'étude sur l'économie mondiale, 1975 » ; pour le 3^e trimestre 1976 : *Financial Times*, 25 octobre 1976 et Eurostat, C.E.E. ; pour l'Espagne : statistiques espagnoles.)

Le fait que le chômage soit beaucoup plus prononcé que la chute de la production s'explique essentiellement par deux facteurs :

▲ L'activité industrielle des pays impérialistes reste fortement empreinte de la troisième révolution technologique, c'est-à-dire de l'introduction des techniques de production semi-automatiques et automatiques. Il s'ensuit une augmentation rapide de la productivité physique du travail, surtout en Europe capitaliste et au Japon (aux États-Unis, le même phénomène s'était déjà produit pendant une phase conjoncturelle précédente. Les sources d'augmentation de la productivité ont même commencé à y tarir, sauf dans quelques branches industrielles comme la sidérurgie, la construction automobile et la construction navale, qui sont marquées par un retard prononcé par rapport à la productivité de pointe en Europe occidentale et au Japon). Or, si la productivité augmente de 5 % par an, il faut une augmentation de la production de la même ampleur pour maintenir le volume de l'emploi productif, toutes choses restant égales par ailleurs. Avec une population active qui augmenterait de 1 % par an, il faudrait même une augmentation de la production de 6 %. Une chute de la production de 2 %, accompagnée d'une augmentation de la productivité physique de 4 % et d'un accroissement de la population active de 0,5 %, provoquerait une chute de l'emploi d'environ 6,5 % dans l'industrie.

▲ Pour reconstituer l'armée de réserve industrielle pendant la longue période d'expansion d'après-guerre, le capital avait incorporé dans la masse des salariés effectifs ou potentiels un grand nombre de femmes mariées, de jeunes et de travailleurs immigrés venus de pays moins industrialisés. Ces catégories étaient en général mal payées, cantonnées dans les activités non qualifiées et (ou) insalubres, utilisées marginalement, et donc aptes à être expulsées massivement

du processus de production dès qu'il y avait retournement fondamental de la conjoncture. Rien d'étonnant donc à ce que cette expulsion se soit effectivement produite sur une grande échelle au cours de la récession 1974-1975. En outre, cela a entraîné des taux de chômage beaucoup plus élevés dans ces trois secteurs du prolétariat que chez les ouvriers et employés masculins adultes, autochtones et pères de famille...

Le fait qu'au début de la récession 1974-1975, l'inflation, loin de se résorber sous l'effet de la surproduction, s'est au contraire accélérée dans de nombreux pays, a incontestablement aggravé les effets de cette récession.

En effet, une forte hausse du coût de la vie coïncidant avec la brusque apparition du chômage massif signifie une réduction du pouvoir d'achat plus que proportionnelle par rapport à la réduction de l'emploi — sauf si les allocations de chômage augmentent plus fortement que le coût de la vie, ce qui ne fut presque jamais le cas. En outre, le maintien ou même l'accentuation d'un taux d'inflation prononcé accroît la pression sur tous les gouvernements pour mener une politique déflationniste, au moment même où une politique anticrise réclamerait une expansion du crédit et de la masse monétaire. La pression dans ce sens a été, pour la première fois depuis la crise 1929-1933, à tel point forte qu'aucun gouvernement d'un grand pays impérialiste n'a osé appliquer des mesures de politique anticyclique à grande échelle, dès le début de la récession. Seuls quelques petits pays impérialistes, disposant de marges de manœuvre ou de réserves exceptionnelles — essentiellement la Suède, l'Autriche et la Norvège —, se sont encore engagés dans cette direction : l'Autriche et la Norvège avec un succès prononcé, la Suède en réussissant seulement à retarder mais non à empêcher la contraction prononcée de l'activité productive.

TABLEAU III. — Taux de hausse du coût de la vie dans les principaux pays impérialistes

Pays	1973 (%)	1974 (%)	1 ^{er} sem. 1975 (rythme annuel) (%)
États-Unis	+ 6,2	+ 11,0	+ 12,8
R.F.A.	+ 6,9	+ 7,0	+ 6,0
Japon	+ 19,1	+ 21,9	+ 14,1
France	+ 7,3	+ 13,7	+ 9,5
Grande-Bretagne . . .	+ 9,1	+ 16,1	+ 23,5 ¹
Italie	+ 10,8	+ 21,9	+ 14,1
Belgique	+ 7,0	+ 12,7	+ 15,3

(Source : O.C.D.E.)
1. Moyenne 10 mois, 1975.

Si le coût de la vie augmente fortement malgré l'existence d'importants stocks de marchandises non vendues, et d'importantes capacités de production excédentaires dans les usines du secteur des biens de consommation, cela s'explique fondamentalement par le contrôle des prix par les grands monopoles

de ce secteur. Ceux-ci peuvent jusqu'à un certain point supprimer la concurrence sur les prix, et même les augmenter en cas de chute du taux d'utilisation de leur capacité productive, afin de compenser ainsi la hausse des coûts fixes par unité produite qui résulte de la mévente et de la sous-utilisation de la capacité installée. Ils réussissent ainsi à maintenir leurs marges bénéficiaires et à éviter une chute par trop catastrophique du taux de profit⁸. Mais ils ne peuvent parvenir à ce dessein qu'avec la complicité des gouvernements, des banques centrales et du système bancaire dans son ensemble, qui continuent à gonfler la masse monétaire en fonction des besoins des monopoles, malgré tous les grands serments concernant « la priorité à accorder à la lutte contre l'inflation ».

Dans le capitalisme de libre concurrence — ou dans un système à étalon-or pur — pareilles techniques ne seraient évidemment pas possibles (elles ne sont d'ailleurs possibles aujourd'hui que jusqu'à un certain point, et non de manière illimitée, même sous le règne des monopoles. La loi de la valeur finit quand même par s'imposer à la longue. Nous reviendrons plus loin sur cet aspect important du problème). Mais cela ne signifie pas que la crise de surproduction aurait été moins profonde ou de plus courte durée par suite d'un effondrement général des prix. Les crises de 1920-1921 et de 1929-1933, toutes les deux marquées par de fortes chutes des prix, sont là pour démontrer le contraire. Le taux de chômage, à l'âge d'or du capitalisme, sans intervention de l'État, fut bien plus important qu'aujourd'hui. Aux États-Unis, on avait enregistré les taux de chômage suivants (en % de la population civile active) avant 1914 : 1890 : 4 % ; 1891 : 5,4 % ; 1892 : 3 % ; 1893 : 11,7 % ; 1894 : 18,4 % (!) ; 1895 : 13,7 % ; 1896 : 14,4 % ; 1897 : 14,5 % ; 1898 : 12,4 % ; 1899 : 6,5 % ; 1900 : 5,0 % ; 1901 : 4 % ; 1902 : 3,7 % ; 1903 : 3,9 % ; 1904 : 5,4 % ; 1905 : 4,3 % ; 1906 : 1,7 % ; 1907 : 2,8 % ; 1908 : 8 % ; 1909 : 5,1 % ; 1910 : 5,9 % ; 1911 : 6,7 % ; 1912 : 4,6 % ; 1913 : 4,3 % ; 1914 : 7,9 %.⁹

Ajoutons qu'une désynchronisation entre le cycle industriel et le cycle des surplus agricoles a eu pour effet d'accentuer le mouvement d'inflation en 1973-1974, années marquées par une chute prononcée des réserves mondiales de céréales et donc de hausses importantes des prix des produits alimentaires. Nous y reviendrons au chapitre XVII.

Les apologistes du système bourgeois ne peuvent nier la gravité de la crise qui frappe l'économie capitaliste internationale qu'en sous-estimant systématiquement l'ampleur de la récession et en escamotant même les faits. C'est notamment le cas d'une équipe d'économistes néo-libéraux dirigée par les professeurs Emil Claassen et Pascal Salin, au sein de laquelle nous retrouvons des sommités comme le prix Nobel Milton Friedman et le professeur J. Rueff. Ils écrivent froidement : « En général, on peut définir une grande dépression par deux éléments. D'une part, le produit national brut doit diminuer de 3 à 5 % (sic) et ceci pendant plusieurs années ; en 1974-1975, pour les États-Unis, on n'a constaté qu'une récession, c'est-à-dire une baisse du produit national brut pendant au moins deux trimestres¹⁰. » Et ils insistent lourdement sur le fait qu'il n'y aurait pas eu de recul du commerce mondial (des exportations) en 1974-1975.

CHAPITRE III

LA CONTRACTION DU COMMERCE MONDIAL

Pendant vingt ans, les exportations des pays capitalistes s'étaient accrues plus rapidement que la production industrielle. Cette tendance fut particulièrement vive dans les pays impérialistes proprement dits. De 1953 à 1963, le volume de la production industrielle des pays capitalistes s'était accru de 62 %, alors que leurs exportations avaient augmenté de 82 %. De 1963 à 1972, leur production industrielle s'était accrue de 65 %, alors que leurs exportations avaient augmenté de 111 %. Mais en 1975, pour la première fois depuis le début de la longue phase d'expansion économique d'après-guerre, le volume des exportations a diminué. L'O.C.D.E. évalue ce recul à 7 % pour l'ensemble du commerce mondial (y compris celui des pays non capitalistes), ce qui implique un taux de contraction plus prononcé encore pour le commerce international des pays capitalistes seuls, puisque les échanges entre pays non capitalistes ont continué à augmenter.

Certes la contraction du commerce mondial ne coïncida pas avec le début de la récession généralisée. Mais il devint inévitable dès que cette récession se fut étendue à l'ensemble des pays impérialistes, qui constituent le secteur toujours prédominant du marché mondial (du « pouvoir d'achat globalement disponible »). Déjà au cours du premier semestre de l'année 1975, la *valeur* des exportations de plusieurs pays impérialistes était en recul (le *volume* des exportations était partout en recul, compte tenu de la persistance de la hausse des prix). Pendant le deuxième semestre de 1975, la chute de la valeur des exportations s'étendit à la majorité des grands pays impérialistes, seuls les États-Unis et l'Italie échappant à la tendance générale (le cas des exportations américaines est faussé par le poids important qu'occupent les exportations de produits agricoles dans ce pays. Si on ne prend que les exportations de produits manufacturés, elles sont également en recul aux États-Unis, au deuxième semestre 1975).

TABLEAU IV. — *Exportations par semestre (en milliards de dollars courants)*

Pays	2 ^e semestre 1974	1 ^{er} semestre 1975	2 ^e semestre 1975
États-Unis	51,6	52,9	55,2
R.F.A.	47,2	47,6	45,2
Japon	29,5	28,3	26,8
France	24,7	26,8	25,9
Grande-Bretagne	19,7	21,2	20,3
Canada	17,8	16,5	17,0
Italie	16,5	16,7	17,0

(Source : O.C.D.E. : *Economic Outlook*, n° 18, décembre 1975.)

La contraction du volume du commerce mondial résulte fondamentalement de l'interaction entre trois facteurs.

▲ Elle est un produit direct de la récession dans les pays impérialistes, dans la mesure où les chutes de la production et de l'emploi réduisent la demande globale pour les biens de consommation et les biens de production importés (y compris d'ailleurs la demande globale de matières premières).

▲ Elle est un produit indirect de la récession, dans la mesure où les pays exportateurs de matières premières (à l'exception des membres de l'O.P.E.P.) voient leurs ressources en devises brutalement coupées par la chute du volume et des prix des exportations, et se trouvent ainsi contraints de réduire leurs importations.

▲ Elle est le produit d'une politique délibérée de réduction des importations suivie surtout par certaines puissances impérialistes, en butte à de forts déficits de leur balance des paiements pendant le premier semestre de l'année 1974, c'est-à-dire le produit d'un retour à peine déguisé au nationalisme économique et au protectionnisme.

Cette politique a d'ailleurs été largement couronnée de succès dans certains cas. Le JAPON, dont le déficit de la balance commerciale se situa pour la période mars 1973-mars 1974 à 13,5 milliards de dollars, a pu éponger complètement ce déficit énorme dès le deuxième trimestre de 1975. Pour la période mars 1974-mars 1975, la balance commerciale du Japon se clôt même par un solde excédentaire de 4 milliards de dollars. Même renversement de tendance aux ÉTATS-UNIS, dont le déficit de la balance commerciale se situait au troisième trimestre de 1974 à un niveau annuel de 8 milliards de dollars, déficit qui se transforma en un solde excédentaire de 1,3 milliard de dollars au premier trimestre de 1975. L'ITALIE réussit à réduire le déficit de sa balance commerciale de 75 %. Même en GRANDE-BRETAGNE, la situation a connu un redressement très net, la balance commerciale s'améliorant de 7 milliards de dollars de l'automne 1974 au printemps de 1975. Finalement pour la FRANCE, le déficit de la balance commerciale de 2 milliards de francs en mars 1974 s'est transformé en un excédent de 620 millions de francs en mars 1975.

Ces succès ont été obtenus à l'aide de restrictions d'importations de toute sorte, ainsi que de modifications des taux de change conçues pour favoriser les

exportations et défavoriser les importations (le cas le plus prononcé fut celui de la livre sterling, qui a « flotté » de façon à perdre 25 % de sa « valeur » par rapport au réaligement des monnaies de décembre 1971). Dans ce « zero sum game » il faut évidemment des perdants. Ce furent essentiellement quelques pays impérialistes mineurs (dont l'Espagne, la Suède, la Suisse, le Danemark, le Portugal, etc.) et des pays semi-coloniaux.

Le bilan des relations commerciales entre les pays de l'O.P.E.P. et les pays impérialistes s'est également modifié dès le début de la récession. Alors qu'on évaluait d'abord l'excédent commercial des pays exportateurs de pétrole comme devant dépasser 80 milliards de dollars en 1974, ce chiffre a dû être successivement révisé vers le bas. Il se situa en définitive à quelque 60 milliards de dollars. Il a d'ailleurs continué à fondre rapidement tout au long de l'année 1975, sous le double effet de la baisse mondiale des ventes de pétrole (résultant à la fois de la hausse des prix et de la récession), et de la hausse spectaculaire du volume et des coûts des importations des pays exportateurs de pétrole. Cette hausse était déjà de l'ordre de 75 % au premier trimestre 1975 par rapport au premier trimestre de 1974, après s'être située à 70 % pendant l'année précédente. Nous reviendrons plus loin sur ce qu'implique ce renversement de tendance.

CHAPITRE IV

UNE CRISE CLASSIQUE DE SUPRODUCTION...

La récession généralisée de 1974-1975 est une crise classique de surproduction. Il faut l'affirmer d'autant plus catégoriquement que beaucoup de milieux s'efforcent, pour les besoins d'une cause qui n'est pas purement académique, d'attribuer la responsabilité de cette récession généralisée aux « cheikhs du pétrole », voire aux syndicats et aux « augmentations excessives des salaires ». Le caractère classique de la récession actuelle éclate surtout lorsqu'on prend en considération ces deux traits qui dominent l'évolution conjoncturelle à plus long terme.

TABLEAU V. — *Taux de profit (après élimination des gains de réappréciation des stocks) sur le capital des sociétés non financières aux États-Unis*

Année	Avant impôts (%)	Après impôts (%)
1948-1950	16,2	8,6
1951-1955	14,3	6,4
1956-1960	12,2	6,2
1961-1965	14,1	8,3
1966-1970	12,9	7,7
1970	9,1	5,3
1971	9,6	5,7
1972	9,9	5,6
1973	10,5	5,4

(Source : William D. Nordhaus : « The falling share of profit », in : A.M. Okun and L. Perry (ed.), *Brooking Papers on Economic Activity*, n° 1, 1974, The Brookings Institution, Washington D.C., p. 18)

La récession de 1974-1975 est l'aboutissement d'une phase typique de déclin du taux moyen de profit. Ce déclin est nettement antérieur au renchérissement prononcé du pétrole après le déclenchement de la « guerre du Kippour ». Voir le tableau V.

Les profits bruts (avant impôts) de toutes les sociétés par actions américaines ont continué à baisser du rythme annuel de 155 milliards de dollars au troisième trimestre 1974 à 135 milliards de dollars au quatrième trimestre 1974 et à 100 milliards au premier trimestre 1975. La chute des bénéfices nets fut de 25 % pendant la même période. Selon les statistiques du *Conference Board*, les marges bénéficiaires des sociétés par actions américaines non financières seraient passées d'une moyenne de 20-22 % pour la période 1959-1966 à 12 % pendant la

récession 1970-1971, pour remonter à 15 % pendant le « boom spéculatif » de 1972-1973 et retomber vers 11-12 % au début de 1975.

En *Allemagne occidentale*, les experts évaluent le déclin des revenus bruts des entreprises (moins les « traitements d'entrepreneurs » fictifs et par rapport aux actifs nets de ces entreprises) comme étant d'environ 20 % entre 1960 et 1968 (année de reprise économique, avec une forte remontée des profits après la récession 1966-1967) et de nouveau de 25 % entre 1968 et 1973 (Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung : Jahresgutachten 1974). Trois ans plus tard, le même rapport d'experts publie une courbe de la part des revenus bruts (des profits) de l'entreprise et du capital en pourcentage de la valeur de la production. Elle baisse de 10 % en 1960 à 8 % en 1966, 9 % en 1968, 6 % en 1972, 4,5 % en 1975 et 5 % en 1977 (Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung : Jahresgutachten 1977-1978, p. 57).

TABLEAU VI. — *Taux de profit (après défalcation des gains de réappréciation des stocks) sur avoirs nets des sociétés industrielles et commerciales en Grande-Bretagne*

Année	Avant impôts (%)	Après impôts (%)
1950-1954	16,5	6,7
1955-1959	14,7	7,0
1960-1964	13,0	7,0
1965-1969	11,7	5,3
1968	11,6	5,2
1969	11,1	4,7
1970	9,7	4,1

(Source : Andrew Glyn and Bob Sutcliffe : *British Capitalism, workers and the profit squeeze*, London, 1972, p. 66.)

En *Grande-Bretagne*, l'évolution du taux de profit a été évaluée comme le montre le tableau VI.

L'hebdomadaire *The Economist* a formulé la phrase classique concernant les hésitations de l'industrie britannique à « relancer » les investissements productifs : « Profits first, investissements later. » (« D'abord les profits, ensuite les investissements. ») D'après les calculs de cet hebdomadaire, l'indice des bénéfices d'entreprises est tombé de 100 en 1964 à moins de 60 en 1975, avec une chute particulièrement rapide entre 1973 et 1975 (de l'indice 90 à un indice inférieur à 60) (*The Economist*, 6 sept. 1975).

Pour le *Japon*, pendant l'année fiscale 1974-1975, qui se termine le 31 mars 1975, il y a chute de 35,5 % des bénéfices bruts et de 20,9 % des bénéfices nets des 174 principales sociétés par actions du pays. Dans l'industrie manufacturière, les profits tombent de 56 %, dans les autres secteurs de 19,3 % seulement (*Japan Times*, 4 mai 1975). Cette chute du taux moyen de profit au Japon s'insère d'ailleurs dans une évolution à plus long terme, qui se dégage du tableau VII.

TABLEAU VII. — *Taux de profit (après défalcation des gains de réappréciation des stocks) sur avoirs bruts des entreprises industrielles, commerciales et financières au Japon*

Année	Avant impôts (%)
1967	14,0
1968	14,7
1969	14,3
1970	14,7
1971	14,2
1972	13,0
1973	10,9
1974	11,9

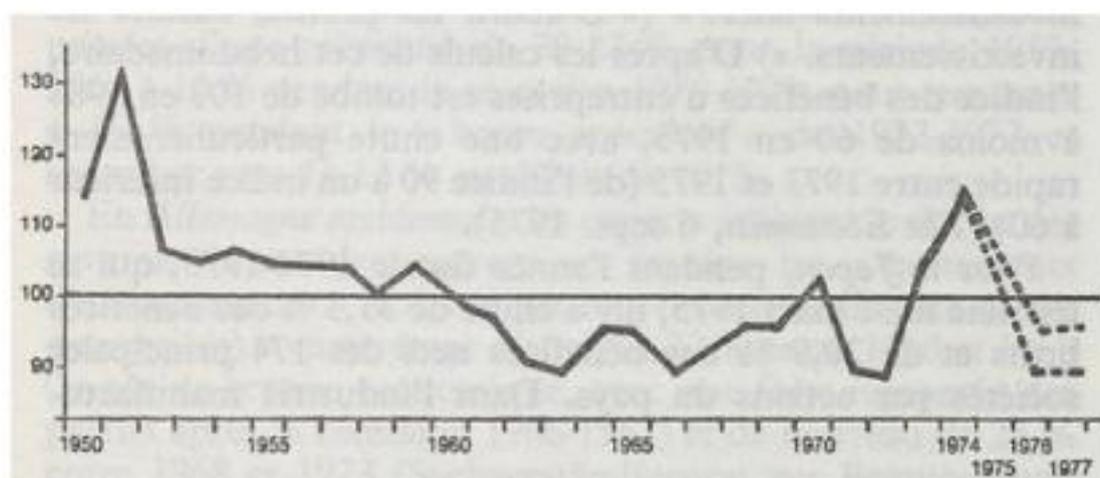
(Source : O.C.D.E. : « Pour le plein emploi la stabilité des prix », *Rapport McCracken*, Paris, juin 1977, p. 366.)

D'après le même rapport McCracken, le taux de profit moyen brut en *Italie* aurait diminué d'une moyenne de 5,6 % pour la période 1966-1969 à 4,9 % en 1970, 4,3 % en 1971, 4,2 % en 1972, 4 % en 1973, 3,3 % en 1974 et 3 % en 1975 (ibidem p. 336).

Voici des données analogues pour la *Suède* :

GRAPHIQUE I. — *Évolution du taux de profit en Suède*

Indice des marges bénéficiaires brutes de l'industrie suédoise (moyenne 1952-1972 = 100).



Calculé par l'association patronale suédoise ; profits bruts avant impôts et amortissements, divisés par le chiffre d'affaires (*Neue Zürcker Zeitung*, 8-9 mai 1976).

« L'érosion du profit, dangereuse à long terme, qui est apparue graduellement dans bien trop de cas au cours des dix dernières années, voilà le prix qu'on a dû payer pour être capable de maintenir un niveau élevé des exportations. » (*Skandinaviska Enskilda Banken, Quaterly Review*, n° 1-2, 1977.)

Quant à la *France*, le professeur Christian Goux calcule une chute du taux de profit de 18,2 % en 1970 à 11,1 % en 1976 (*Ruptures d'un système économique sous la coordination de Xavier Greffe et Jean-Louis Reiffers*, Paris, Dunod, 1978, p. 286).

Le rapport profit/valeur ajoutée des entreprises non agricoles¹¹ a évolué de la manière suivante :

1971 : 40,1 %
 1972 : 39,9 %
 1973 : 38,5 %
 1974 : 37,3 %
 1975 : 36,1 %

(Source : Calculés à partir des comptes des entreprises dans I.N.S.E.E. : « Comptes de la Nation, 1976. »)

Le fait que les causes plus profondes de la récession généralisée de 1974-1975 soient antérieures à la hausse du prix du pétrole est également démontré par l'accroissement régulier de la *capacité de production excédentaire de l'industrie*, tel qu'il se dégage avant tout des statistiques américaines :

TABLEAU VIII. — Taux d'utilisation de la capacité de production de l'industrie manufacturière aux Etats-Unis

1966 : 92,0 % (boom)	1972 : 78,5 % (boom)
1967 : 78,0 % (mini-récession)	1973 : 83,0 % (boom)
1968 : 87,7 % (boom)	4 ^e trim. 1974 : 78,0 % (récession)
1969 : 86,5 % (boom)	mars 1975 : 65,0 % (récession)
1970 : 78,0 % (récession)	juin 1975 : 68,5 % (récession)
1971 : 75,0 % (récession)	déc. 1975 : 73,5 % (reprise)
(Source : Statistiques mensuellement publiées dans <i>Business Week</i> .)	

Cette détérioration à long terme — à chaque « boom » et à chaque « récession », le taux d'utilisation de l'appareil productif baisse par rapport à la phase identique du cycle précédent — est d'autant plus prononcée compte tenu de l'ampleur importante de la production américaine gaspillée à des fins militaires et paramilitaires. On peut en déduire une *non-utilisation quasi permanente à des fins civiles productives de près d'un tiers de la capacité de production installée aux États-Unis*. On ne pourrait mieux exprimer la nature de la crise actuelle en tant que crise classique de surproduction capitaliste.

Le retournement de l'« onde longue expansive » qui va des années 40 à la fin des années 60 est tout aussi classique. L'expansion accélérée de longue durée d'après guerre résultait de la surexploitation de la classe ouvrière réalisée par le fascisme et la Deuxième Guerre mondiale (aux U.S.A., la guerre froide et ses effets désastreux sur le mouvement ouvrier), qui permit une hausse prononcée du taux de plus-value et, de là, du taux de profit. Cela entraîna une accumulation amplifiée des capitaux, utilisée pour rendre possible la mise en marche sur une grande échelle de la troisième révolution technologique (semi-automatisation, énergie nucléaire). En augmentant considérablement la production de plus-

value relative et les surprofits des monopoles technologiquement en pointe (« rentes technologiques »), cette révolution permit de prolonger l'expansion dans des conditions « idéales » pour le capital : avec, à la fois, un taux de profit élevé et un niveau de vie réel des masses laborieuses en hausse, c'est-à-dire un marché en expansion.

Mais la troisième révolution technologique, de même d'ailleurs que l'expansion elle-même, impliquant une concentration accentuée du capital, aboutirent à une augmentation prononcée de la composition organique du capital. La longue période de plein emploi renforça considérablement le poids objectif de la classe ouvrière, la force de ses organisations de masse (avant tout des syndicats) et en rapport avec un cycle autonome de lutte de classes à l'échelle internationale, sa combativité. D'où les difficultés croissantes pour le capital à compenser la hausse de la composition organique du capital par une hausse continue du taux de la plus-value à partir des années 60. D'où l'effritement inexorable du taux moyen de profit qui, en corrélation avec la diffusion de plus en plus universelle des caractéristiques de la troisième révolution technologique (et donc l'érosion des « rentes technologiques »), finit par déterminer le retournement de l'« onde longue ».

De nombreux auteurs n'ont pas saisi du tout cette imbrication entre la « crise du pétrole » et le retournement à plus long terme de la conjoncture économique, signalée par l'extension des capacités excédentaires, c'est-à-dire la surproduction croissante, et la chute du taux moyen de profit. Ainsi, Edmond Alphandéry et Georges Delsupéché centrent-ils encore en 1974 leur analyse exclusivement sur la manipulation de la demande globale par les gouvernements et envisagent-ils une croissance continue. Ils concluent : « La tendance qui se dessine est donc une reprise progressive de la conjoncture, avec des taux d'inflation plus bas et une détente des taux d'intérêt à court terme, à cause de la baisse des stocks » (*Les Politiques de stabilisation*, Paris, P.U.F., 1974, p. 161, 180). On sait ce qu'il est advenu.

CHAPITRE V

... MAIS AVEC DES PARTICULARITÉS SPÉCIFIQUES

Dans l'histoire du capitalisme, chaque crise de surproduction allie des traits généraux, relevant des contradictions fondamentales du mode de production capitaliste, à des traits particuliers qui résultent du moment historique précis dans lequel elle se produit au cours du développement de ce mode de production. La récession économique généralisée de 1973-1974 n'échappe pas à cette règle.

Deux particularités de cette récession méritent d'être soulignées. De l'inflation permanente stimulant l'activité capitaliste, on est progressivement passé, par le biais de l'inévitable accélération de cette inflation et des phénomènes d'anticipation que cette accélération provoque¹², à la *stagflation* de 1970-1971, puis à la *slumpflation* en 1974-1975. L'inflation cessa progressivement d'avoir un effet stimulant sur l'activité productive capitaliste dans son ensemble ; elle commença même à avoir des effets pervers : il fallut en effet, simultanément, des doses de plus en plus amples d'inflation pour stimuler la « demande globale ». Les données sur l'accélération de l'inflation (l'incidence sur celle-ci de la hausse du prix du pétrole n'atteint pas 2 % pour l'ensemble des pays impérialistes selon l'O.C.D.E.) sont sans équivoques.

TABLEAU IX. — Taux annuels d'augmentation des prix à la consommation (d'après les statistiques officielles)

Pays	Moyenne									
	1960-65 (%)	1968 (%)	1969 (%)	1970 (%)	1971 (%)	1972 (%)	1973 (%)	1974 (%)	1975 (%)	
États-Unis ..	1,3	4,2	5,4	5,9	4,3	3,3	6,2	11,0	7,8	
Japon	6,2	5,5	5,2	7,6	6,3	4,3	11,7	21,0	11,9	
Gde-Bret. ...	3,6	4,8	5,4	6,4	9,5	7,0	9,2	16,1	22,1	
R.F.A.	2,8	1,6	1,9	3,4	5,3	5,5	6,9	7,0	6,1	
France	3,8	4,8	6,4	5,3	5,5	5,9	7,3	13,7	11,7	
Italie	4,9	1,3	2,6	5,0	5,0	5,5	10,8	19,1	17,0	
Espagne	6,0 ¹					7,3	14,3	17,9	14,1	

1. Moyenne 1961-1970.

L'inflation est nourrie par l'effet cumulatif de plus de trois décennies de pratiques inflationnistes. Elle est amplifiée par la spéculation débridée des années 1972-1973 sur l'or, les terrains, les bâtiments, les diamants, les bijoux et œuvres d'art, et surtout les matières premières, c'est-à-dire toutes les « valeurs

refuges », qui s'apprécie d'autant plus que la monnaie de papier se déprécie. Elle est renforcée par la pratique des « prix administrés » imposés par les monopoles. Elle est accentuée par les dépenses militaires colossales qui ne cessent d'augmenter et auxquelles toute la société bourgeoise s'est accoutumée (il est significatif que parmi les dénonciations des innombrables « responsables de l'inflation », les 250 milliards de dollars de dépenses militaires *annuelles* des pays capitalistes ne sont jamais mentionnés¹³ ! En 1984-1985, ces dépenses ont pratiquement doublé par rapport à 1973-1974).

TABLEAU X. — Dette publique et privée aux U.S.A. (en milliards de dollars courants)

Année	Produit national brut	Dette publique	Dette privée	B en % d'A	C en % d'A
	A	B	C		
1946	208,5	269,4	153,4	129,4	73,6
1950	284,8	239,4	276,8	84,0	97,2
1955	398,0	269,8	392,2	67,8	98,5
1960	503,7	301,0	566,1	59,7	112,4
1965	684,9	367,6	870,4	53,7	127,1
1969	932,1	484,7	1 383,8	52,0	148,4
1973	1 294,9	598,4	1 947,8	46,6	150,4
1974	1 397,4	642,9	2 134,4	46,0	152,8

(Source : Chiffres jusqu'en 1969 : *Economic Report of the President*, February 1970. Chiffres à partir de 1969 : *Survey of Current Business*, July 1975.)

Mais sa cause première est incontestablement l'inflation du crédit au secteur privé, c'est-à-dire le gonflement des dettes bancaires, de la monnaie scripturale, qui a été le support essentiel de la longue période d'expansion précédant l'accélération de l'inflation. *L'économie occidentale a flotté vers l'expansion sur une mer de dettes*, dont l'incidence cumulative a dû forcément accélérer l'inflation : tableaux X et XI.

TABLEAU XI. — *Dettes publique et privée en Allemagne occidentale*
(en milliards de deutsche marks courants)

Année	Produit national brut A	Dettes publique B	Dettes privée C	B en % du P.N.B.	C en % du P.N.B.
1950	98,1	1,2	20,6	1,2	21,0
1955	181,4	7,0	63,3	3,8	34,9
1960	284,7	17,6	116,2	6,2	40,8
1965	460,4	49,5	259,3	10,8	56,3
1970	685,6	95,4	416,7	13,9	60,8
1975	1 043,6	220,6	656,4	21,1	66,0

(Source : Winfried Wolf : « "Modell Deutschland" oder Klassencharakter der Krise », in Mandel/Wolf : *Ende der Krise oder Krise ohne Ende*, S. 202.)

Par ailleurs, la récession est accompagnée de quelques goulots d'étranglement particuliers. Des phénomènes de pénurie sectorielle coïncident avec la surabondance générale de marchandises. Pareille coïncidence se produit d'ailleurs communément à la veille ou au début d'une crise de surproduction. Celle-ci commence toujours par éclater dans quelques secteurs clefs et se répand graduellement à l'ensemble, ou à la plupart des secteurs de production¹⁴.

Ainsi, la récession a débuté en 1974 dans le secteur de l'automobile et dans celui de la construction. Elle s'est étendue au secteur du textile, à celui de l'électroménager et des matériaux de construction (verre, ciment, brique), pour atteindre finalement la pétrochimie. En sidérurgie, une situation de pénurie subsista encore pendant tout l'été 1974 ; puis ce secteur fut frappé de plein fouet par la récession. La même remarque s'applique au secteur du bois et du meuble.

Par contre, dans les secteurs des machines-outils, du charbon, du pétrole et des céréales, l'offre continua à être inférieure à la demande pendant toute la première phase de la récession (voir chap. x et xx). Mais le sucre a connu un retournement de conjoncture particulièrement spectaculaire (chute de prix de 30 % en l'espace de quelques semaines). Les ventes de pétrole diminuèrent en volume. Les commandes en télécommunications, qu'on croyait en expansion continue pour une durée indéterminée, furent en baisse en Europe et au Japon.

La coïncidence de la récession et d'une grave famine dans le Sahel et d'autres zones du tiers monde a eu des effets désastreux sur les populations concernées. Rien ne confirme mieux le caractère irrationnel et inhumain du système capitaliste que le fait que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont gravement sous-alimentés et risquent de mourir de faim, alors que d'énormes ressources en machines, en matières premières et en main-d'œuvre restent inutilisées. A l'aide de ces réserves, on pourrait produire les tracteurs, les engrais, les pompes électriques, les canaux d'irrigation, pour accroître rapidement la production de vivres et nourrir les affamés, si la production était régie par la satisfaction des besoins physiques et non par le profit.

CHAPITRE VI

L'INFLATION N'EST PAS ENCORE GALOPANTE

En économie capitaliste « normale », c'est-à-dire abandonnée à sa logique interne sans efforts délibérés des États bourgeois pour modérer ou corriger quelque peu les écarts conjoncturels, une crise de surproduction générale de marchandises, d'abondance générale de capitaux par rapport aux possibilités de mise en valeur (crise de surcapitalisation ou de suraccumulation) — qui signifie en dernière analyse que la masse totale de la plus-value disponible ne permet plus d'assurer à tous les capitaux le taux de profit escompté — se traduit toujours par une chute des prix. Dans une économie de marché fonctionnant normalement, c'est le résultat inévitable du fait que l'offre dépasse largement la demande. En réalité, avec un système de monnaie stable, cette chute des prix exprime en dernière analyse les progrès réalisés par la productivité du travail au cours de la phase d'expansion précédente, c'est-à-dire la baisse de la valeur moyenne des marchandises qui traduit cette augmentation de la productivité, et que la fièvre de l'expansion avait temporairement voilée.

L'économie capitaliste de marché d'aujourd'hui ne fonctionne plus de façon « normale » ni autonome. Depuis plus de quarante ans, tous les gouvernements bourgeois ont appliqué systématiquement des techniques d'intervention dans la vie économique, dont le résultat global a été de gonfler la masse monétaire (monnaie de papier et monnaie scripturale) plus fortement que l'accroissement du volume de la production matérielle. Il en est résulté une dépréciation de toutes les monnaies de papier, c'est-à-dire un climat d'inflation d'abord « rampante » puis « généralisée ». Mais l'inflation « rampante » ou même « généralisée » n'empêche pas des chutes de prix sectorielles ou périodiques. Ce n'est que dans un climat d'inflation galopante que tous les prix augmentent sans cesse (bien que pas nécessairement au même rythme. La loi de la valeur continue à régner par ce biais-là !). La monnaie complètement dépréciée reste constamment en circulation. Personne ne veut plus la détenir. Tout le monde l'échange sans cesse contre des marchandises. Tel fut le climat en Allemagne en 1923 ou 1945-1947, ainsi que dans les pays d'Europe occidentale sous l'occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale ou au lendemain immédiat de la guerre.

Aujourd'hui, dans l'ensemble des pays impérialistes, nous ne connaissons pas encore une situation d'inflation galopante. Certains prix peuvent donc baisser, et même baisser de manière sensible, lorsqu'il y a situation de surproduction et absence de contrôle monopoliste rigide du marché. Tel fut tout d'abord le cas des cours des actions en Bourse, qui connurent leur pire dépression depuis 1940,

voire depuis 1931, au cours de la récession 1974-1975 :

TABLEAU XII. — *Indices des cours des actions en Bourse*¹⁵

Bourse	1973		1974		Niveau au 18 déc. 1974
	plus haut	plus bas	plus haut	plus bas	
Londres	509,5	305,9	339,3	150,4	161,1
New York	1 051,7	788,3	891,7	577,6	603,5
Toronto	237,9	200,4	228,8	150,6	153,3
Tokio	422,5	284,7	342,5	252,0	282,4
Hong Kong	1 775,0	423,9	481,9	150,1	163,3
Paris	98,9	70,7	85,1	47,8	49,4
Bruxelles	142,3	112,8	131,5	84,2	87,8
Francfort	120,7	85,0	93,2	79,5	85,5
Amsterdam	171,9	113,3	140,8	94,6	106,1
Milan	147,3	98,3	154,2	87,0	87,8
Stockholm	389,5	297,2	410,6	303,3	304,8

Et tel fut ensuite le cas des prix des terrains à bâtir, du moins dans quelques pays où la spéculation immobilière avait sévi de manière particulièrement débridée dans la phase précédente. Ainsi, en Grande-Bretagne, en été 1974, les prix des terrains à bâtir descendirent de 40 % par rapport au niveau de l'été 1973, entraînant dans leur chute mainte compagnie immobilière ou de crédit immobilier.

Finalement, ce fut le cas de la plupart des matières premières non alimentaires, à l'exception du charbon et des produits pétroliers :

TABLEAU XIII. — *Indices des cours des matières premières industrielles (100 = moyenne 1952-1956)*

Matières premières	juin 1974	sept. 1974	déc. 1974	déc. 1974/ déc. 1973 (%)
Charbon et coke	394,1	389,9	434,5	± 0
Produits pétroliers	485,1	483,8	485,6	- 0,2
Fibres	172,3	148,0	128,9	- 17,7
Cuirs et peaux	161,1	163,6	92,5	+ 3,5
Bois	338,7	331,1	326,0	- 5,5
Caoutchouc	119,6	100,7	93,9	- 17,6
Fer et acier	322,5	302,8	65,2	- 31,7
Métaux non ferreux	321,1	242,4	10,2	- 39,9

Certains cours de matières premières ont baissé bien plus fortement. A la mi-décembre 1974, le cuivre était coté 60 % plus bas qu'à son sommet d'avril 1974. Le caoutchouc, frappé par la crise de l'industrie automobile, a connu une chute de prix de l'ordre de 52 %, le coton de l'ordre de 57 %, le zinc de l'ordre de 45 %.

Et des chutes de prix non moins spectaculaires se sont également produites, malgré le climat général d'inflation, pour certains produits de l'industrie manufacturière particulièrement vulnérables du fait de la capacité excédentaire et (ou) de la surproduction courante, et soumis à des conditions de concurrence sur le marché¹⁶.

CHAPITRE VII

LA HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE N'A PAS PROVOQUÉ LA 20^e CRISE DE SURPRODUCTION DEPUIS LA FORMATION DU MARCHÉ MONDIAL DU CAPITALISME INDUSTRIEL

L'effet de l'augmentation du prix du pétrole et des revenus supplémentaires obtenus par les pays de l'O.P.E.P., sur la conjoncture économique générale, a été fortement exagéré. Une légende persistante veut même y voir la cause essentielle de la récession 1974-1975. A part les fonctions idéologiques ou carrément politiques d'une telle affirmation, son caractère illogique est frappant. Elle est également contraire à toutes les conclusions de la théorie des crises périodiques (du cycle industriel) sous le capitalisme, tant dans sa version marxiste que dans sa version académique.

Depuis la formation du marché mondial du capitalisme industriel, il y eut exactement vingt crises de surproduction, à intervalles plus ou moins réguliers : les crises de 1825, 1836, 1847, 1857, 1866, 1873, 1882, 1891, 1900, 1907, 1913, 1921, 1929, 1937, 1949, 1953, 1958, 1961, 1970, et celle de 1974-1975 (nous prenons chaque fois la date d'éclatement de la crise dans le pays capitaliste dominant le marché mondial, c'est-à-dire la Grande-Bretagne avant la Première Guerre mondiale et les États-Unis depuis la Première Guerre mondiale — il y eut une mini-crise en 1966-1967 aux U.S.A., mais sans baisse absolue de la production). Supposer qu'une maladie qui se répète vingt fois ait chaque fois des causes particulières et uniques, foncièrement étrangères à la nature même du malade — des causes « politiques », comme l'affirment froidement les professeurs Claassen et Lindbeck dans *Turbulences d'une économie prospère*¹⁷ — est manifestement invraisemblable et illogique.

D'aucuns ont voulu donner une version pseudo-keynesienne à l'explication de la récession de 1974-1975 par la hausse du prix du pétrole. Celle-là impliquerait un « transfert de ressources » hors des pays industriels, ce qui y provoquerait une contraction de la demande et donc de la production. C'est encore une erreur de raisonnement évidente. Des usines qui travaillent pour l'exportation ne sont pas des usines qui chôment. Le marché international capitaliste constituant un tout, un « transfert de pouvoir d'achat » de l'Europe occidentale, des États-Unis, ou du Japon vers les pays de l'O.P.E.P. ne peut avoir des effets déflationnistes sur la conjoncture que pour autant que ce pouvoir d'achat soit stérilisé et ne se transforme pas en demande additionnelle pour des produits (et services) importés des pays industrialisés.

Mais cette fraction « thésaurisée », non dépensée, de l'excédent de la balance

commerciale de l'O.P.E.P. avec le reste des pays capitalistes, n'a-t-elle pas réduit la « demande globale » du monde capitaliste pris comme un tout ? A part le fait que la fraction thésaurisée est fort réduite, et représente tout au plus quelque 1,5 % du P.N.B. des pays impérialistes (et ne peut donc guère expliquer une récession de l'ampleur de celle de 1974-1975, même en faisant jouer le multiplicateur), l'argument n'est pas valable techniquement. En effet, il n'y a véritablement thésaurisation que dans le cas où ces excédents (les fameux « pétrodollars ») sont effectivement retirés du circuit « marchandises-monnaie de papier-monnaie de crédit-marchandises » qui englobe l'économie capitaliste dans son ensemble. Or, cela n'est le cas que s'ils sont thésaurisés dans les coffres-forts de Riyad, de Koweït, de Tripoli ou de Téhéran sous forme d'or, de diamants ou de « devises fortes ». Mais l'immense majorité de ces excédents de « pétrodollars » sont en réalité déposés dans les banques occidentales sous forme de dépôts à court terme. Ils sont utilisés par les banques impérialistes pour alimenter leurs opérations de crédit, pour gonfler la masse de la monnaie scripturale. Paradoxalement, on pourrait affirmer que loin d'avoir eu un effet de déflation sur l'économie impérialiste, les excédents de la balance des paiements des pays de l'O.P.E.P. et la manière dont ils ont été utilisés, ont maintenu et étendu la « liquidité » du système monétaire international et donc le climat inflationniste¹⁸.

Ce n'est d'ailleurs qu'un paradoxe apparent. L'incidence *réelle* de la hausse du prix du pétrole sur la conjoncture a été double : d'une part, en accentuant la tendance inflationniste générale (et par la hausse des coûts et par l'amplification des liquidités), elle a précipité le moment où l'inflation a eu un effet pervers sur la conjoncture et où les gouvernements ont été obligés de prendre des mesures pour la freiner quelque peu. Par ailleurs, en pesant sur le taux moyen de profit du capital industriel, elle a accentué le mouvement de baisse de celui-ci, qui est la cause fondamentale de la récession. Mais dans les deux cas, il s'agit de l'amplification d'un mouvement déjà en cours. La récession généralisée était déjà inscrite dans le cycle qui commence avec la récession encore partielle de 1970-1971, et qui se prolonge dans le boom spéculatif des années 1972-1973. Aussi bien les capacités de production de plus en plus excédentaires que l'inflation qui s'emballe le montre incontestablement. Or, ces deux mouvements précèdent le quadruplement du prix du pétrole par les pays de l'O.P.E.P. au moment de la guerre du Kippour. Cette hausse du prix du pétrole n'est donc ni la cause ni même le détonateur immédiat de la récession. Elle est tout au plus un facteur additionnel qui amplifie la gravité de la crise.

Il est vrai que ce qui précède traite de l'économie capitaliste internationale comme d'une entité. Elle l'est incontestablement, mais il s'agit d'un *tout structuré en États (marchés) « nationaux »*. Certains pays, tant impérialistes que semi-coloniaux, ont souffert bien plus de l'impact de la hausse brutale du prix du pétrole que d'autres. Le Japon, qui connut en 1973 un énorme déficit de sa balance des paiements par suite du renchérissement du pétrole, a pu éponger ce déficit par un essor spectaculaire de ses exportations. La même remarque s'applique à l'Allemagne occidentale et — jusqu'en 1976 — aux États-Unis. D'autres pays ont été frappés de plein fouet et ont effectivement connu des

effets déflatatoires, soit parce qu'ils ont dû restreindre leurs importations d'énergie et de matières premières pour réduire l'énorme déficit de leur balance des paiements, soit parce qu'ils ont été amenés à pratiquer une politique de déflation générale du crédit et de la demande, pour chercher à venir à bout de ce déficit. Dans ces cas, les effets indirects de la hausse du prix du pétrole ont contribué à précipiter la récession.

Mais il faut souligner qu'il s'agit sans exception aucune de pays qui ne sont nullement déterminants pour la conjoncture économique internationale. Pour les Etats qui déterminent celle-ci — avant tout les États-Unis, le Japon et l'Allemagne occidentale — le retournement de la conjoncture en 1974 ne peut d'aucune manière être expliqué par l'incidence directe ou indirecte de la hausse du prix du pétrole. Mieux : les pays qui ont le plus souffert de cette hausse — notamment la Grande-Bretagne et l'Italie — se trouvent encore en récession en 1977, alors que la conjoncture de l'économie capitaliste internationale est en reprise depuis deux ans. Il n'y a donc nul rapport de cause à effet entre la hausse du prix du pétrole et le retournement de la conjoncture en 1974-1975. Ajoutons que, même dans des pays comme la Grande-Bretagne, l'Italie et partiellement la France, où la hausse du prix du pétrole semble avoir contraint les gouvernements à une politique déflationniste prononcée, la relation de cause à effet doit être médiatisée *par le choix politique et social du gouvernement en place*. Il n'est pas vrai que la politique de déflation était la seule technique possible dans les circonstances données. Les gouvernements avaient le choix entre différentes attitudes de politique économique et monétaire. S'ils ne les ont pas adoptées, c'est pour des raisons de préférence sociopolitiques, dont la nature de classe doit être mise à nu, et non par l'impossibilité technique de s'engager dans une autre voie.

On a d'ailleurs eu tendance à exagérer fortement l'accumulation de réserves de change des pays exportateurs de pétrole en 1973-1974. Une véritable propagande paniquarde avait été déclenchée par certains milieux impérialistes à ce propos. La Banque mondiale avait avancé le chiffre fantastique de 650 milliards de dollars qui s'accumuleraient à brève échéance dans les coffres des pays membres de l'O.P.E.P. Des études entreprises par le *Brookings Institution* et par la *Morgan Guaranty Trust Company* avaient déjà fortement corrigé ces estimations vers le bas, prévoyant un maximum d'avoirs des pays de l'O.P.E.P. en 1978 avec 280 milliards de dollars accumulés comme réserves de change, chiffre qui devait descendre par la suite à 179 milliards de dollars en 1980 (toutes ces estimations étaient fondées sur un taux de change du dollar plus ou moins stable autour de son niveau de 1974). Depuis lors, une nouvelle réévaluation a dû être effectuée dans le sens d'une diminution.

La raison de ce revirement n'est pas difficile à découvrir. Tous les pays membres de l'O.P.E.P. ont vu immédiatement dans les nouvelles ressources en devises que leur a procurées la hausse du prix du pétrole le moyen de mettre en marche ou d'accélérer les plans de développement économique qui leur permettraient de sortir définitivement de l'état de sous-développement (ce qui entraînerait pour leurs classes possédantes à la fois moins de risques d'explosions sociales et davantage de possibilités d'accumulation des capitaux

sur une grande échelle).

Or, la majorité des pays membres de l'O.P.E.P. ont une densité de population relativement forte. Même des ressources aussi importantes que celles provenant du quadruplement du prix du pétrole ne suffisent pas pour soutenir à long terme un processus d'industrialisation accélérée. Très vite, ces pays vont donc se retrouver déficitaires du point de vue de leur balance des paiements, par suite de l'ampleur prise par les importations nécessitées par des plans de développement marqués par la gigantomanie. C'est notamment le cas du Nigéria, de l'Algérie, de l'Iran, de l'Irak et du Venezuela, sans parler de l'Indonésie. Seuls des pays à densité de population beaucoup plus faible — avant tout l'Arabie Saoudite, le Koweït, les émirats du Golfe et Qatar (la Libye constituant un cas intermédiaire) — peuvent dans ces conditions maintenir durablement un excédent de leur balance des paiements, l'impact global de cet excédent sur l'économie capitaliste internationale étant pourtant réduit par la réapparition de forts déficits dans la première catégorie des pays de l'O.P.E.P.¹⁹.

On avait estimé que l'excédent de la balance des paiements globale des pays exportateurs de pétrole atteindrait 80 milliards de dollars en 1974. Il n'a été que de 57 milliards. (Par la suite, cet excédent a continué à se contracter. Selon la Banque d'Angleterre, il aurait été de 36 milliards de \$ en 1976 et de 33 milliards de \$ en 1977.) Encore faut-il ajouter qu'à ces 57 milliards d'excédent ne correspond un déficit cumulé de la balance des paiements des pays impérialistes (pays membres de l'O.C.D.E.) que de 30-35 milliards, le reste étant un déficit accumulé par les pays capitalistes semi-coloniaux et dépendants, ainsi que par les pays dits « socialistes ». Si l'on tient compte du fait que la *balance commerciale* des pays membres de l'O.P.E.P. avait un excédent de 97 milliards en 1974, on s'aperçoit que 40 milliards de dollars avaient été placés par ces pays, sous une forme ou une autre, à l'étranger.

Déjà l'année précédente, en 1973, 60 milliards de « pétro-dollars » avaient été placés à l'étranger. En 1974, ces placements s'élevèrent à 57 milliards. Ils se sont répartis de la manière suivante :

43 % sur le marché des eurodevises (y compris eurodollars) ;

20,7 % de placements à long terme dans des pays autres que les États-Unis et la Grande-Bretagne ;

12,2 % de placements à long terme aux États-Unis (y compris titres d'État) ;

7,7 % de placements à court terme en Grande-Bretagne (y compris Bons du Trésor) ;

7 % de placements à court terme aux États-Unis (y compris Bons du Trésor) ;

6 % de placements auprès d'organismes internationaux ;

2,7 % de placements à long terme en Grande-Bretagne (y compris titres d'État)²⁰.

Par ricochet, la chute de l'excédent de la balance des paiements des pays membres de l'O.P.E.P. — qui est passé de 57 milliards de dollars en 1974 à 36 milliards de dollars en 1975 — a gravement perturbé la balance des paiements de la Grande-Bretagne, car elle a amené des retraits massifs de pétrodollars déposés en 1973 et 1974 dans les banques de ce pays (voir *The Economist* du 17 mai 1975).

CHAPITRE VIII

LES PAYS SEMI-COLONIAUX ET DÉPENDANTS DANS LA RÉCESSION

Quand on examine l'effet de la récession 1974-1975 et de la hausse du prix du pétrole sur l'économie dudit tiers monde — plus correctement : des pays capitalistes semi-coloniaux et dépendants — il faut distinguer très nettement le cas des pays exportateurs de pétrole de celui du reste du tiers monde.

Les revenus considérables obtenus par la première catégorie de ces pays les ont efficacement protégés des effets directs et indirects de la récession de l'économie capitaliste générale. C'est-à-dire que le cartel du pétrole a « tenu » malgré la récession, malgré la chute de la demande et du volume des exportations²¹. L'ampleur de la rente pétrolière obtenue par les classes possédantes des pays de l'O.P.E.P. résulte du tableau XIV :

Environ la moitié de cette somme a été consacrée à un accroissement des importations, tant des biens d'équipement (infrastructure, industrie et agriculture) que des biens de consommation.

La capitalisation de la rente pétrolière et l'accumulation d'énormes capitaux-argent aussi bien dans les mains de l'État — mais dans de nombreux pays de l'O.P.E.P., l'État est la « propriété » de quelques familles privées — que dans les mains de la classe dominante, doivent aboutir à un début plus ou moins prononcé de processus d'industrialisation, d'accumulation de capitaux industriels et de formation de capital financier « autochtone » sur une grande échelle. Nous examinerons plus loin — au chapitre XXIV — l'incidence de cette poussée fiévreuse d'accumulation des capitaux dans des pays capitalistes relativement « neufs » sur la structure d'ensemble du marché mondial.

TABLEAU XIV. — *Revenus pétroliers des pays de l'O.P.E.P. en 1974*
(estimations en millions de dollars courants)

Arabie Saoudite	29 500
Iran	21 000
Venezuela	10 600
Nigeria	9 233
Koweït	9 000
Libye	9 000
Irak	7 000
Abou Dhabi	5 300
Algérie	5 000
Total O.P.E.P.	±110 milliards de dollars

A la longue, l'industrialisation des pays de l'O.P.E.P. accentuera les contradictions internes de l'économie des pays impérialistes, puisqu'elle doit étendre et aggraver les phénomènes de capacité de production excédentaire dans toute une série de branches industrielles²². Dans l'immédiat, elle crée des débouchés supplémentaires pour des branches industrielles des pays impérialistes spécialisés dans l'exportation de biens d'équipement et d'infrastructures, la fourniture d'usines « clefs sur portes », d'entreprises de travaux publics, etc.²³. Voici quelques-uns des projets les plus importants mentionnés pendant la récession 1974-1975 :

— Un *joint venture* entre l'Iran et le trust américain chimique *Du Pont de Nemours* d'une valeur estimée à 280 millions de dollars ;

— un *joint venture* entre l'Iran et le trust allemand *Thyssen* pour la création d'une aciérie et de deux briqueteries à Ahvaz et Esfahan ;

— un *joint venture* entre l'Iran, le trust allemand *Thyssen* et le trust américain *Fluor Corp.* de Los Angeles pour la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole à Abadan ;

— la construction d'une nouvelle métropole industrielle à Al Jubayl en Arabie Saoudite, comportant notamment une raffinerie de pétrole et plusieurs complexes pétrochimiques, ainsi qu'un gros complexe de raffinerie de pétrole en Iran (*Business Week*, 26 mai 1975) ;

— la création d'une énorme usine d'engrais synthétiques en Irak en association entre les gouvernements japonais et irakien, d'une valeur de 400 millions de dollars ;

— un *joint venture* entre le groupe *Mitsui* et le gouvernement iranien pour la construction d'une usine d'éthylène d'une valeur de 200 millions de dollars (*The Pacific-Asia Resources Center*, PARC, Tokyo, 1977).

Il en découle d'une part la place de plus en plus importante que les exportations de machines, de biens d'équipement et d'usines « clefs sur portes » occuperont dans le commerce mondial de demain. Le *Far Eastern Economic Review* publia dans son n° du 16 mai 1975 une étude sur cette branche de l'industrie japonaise, dont les exportations passèrent de 1,5 milliard de dollars en 1972 à 3 milliards de dollars en 1974, et qui est considérée comme le secteur le plus expansif et le plus dynamique de l'économie japonaise, méritant une protection toute particulière de la part du gouvernement.

Il en découle d'autre part une importance accrue des pays de l'O.P.E.P. en tant que débouchés pour les pays impérialistes, même si leur part dans les exportations totales de ces pays reste modeste. Pour la R.F.A. et le Japon, cette part accrue est déjà clairement indiquée par les statistiques courantes (voir chap. XXIV). Il est intéressant d'indiquer que les exportations françaises vers l'Algérie ont presque triplé en l'espace de deux ans, passant de 2,38 milliards de FF en 1972 à 6,2 milliards en 1974.

Néanmoins, les projections « optimistes » qui voient dans l'accumulation de devises entre les mains des classes possédantes des pays de l'O.P.E.P. simplement des débouchés supplémentaires pour l'économie impérialiste internationale, et donc le moteur d'une nouvelle phase d'expansion, souffrent de quatre imprécisions notables :

— la dynamique des ventes et des prix du pétrole, qui détermine la capacité d'importation des pays membres de l'O.P.E.P., reste fort incertaine. Déjà, à présent, il est clair qu'une partie des gains des classes possédantes de ces pays sont et seront effacés par le renchérissement des produits importés d'une part, par la dévalorisation du dollar et de la livre sterling d'autre part (pour la fraction de cette rente conservée sous forme liquide ou quasi liquide). En réclamant l'indexation du prix du pétrole aux prix des produits manufacturés, ou la fixation du prix du pétrole en Droits de Tirage Spéciaux (monnaie de compte internationale apparemment « garantie » contre la dévalorisation), les pays membres de l'O.P.E.P. cherchent à échapper à cette logique infernale de l'économie capitaliste internationale, qui continue à être dominée par l'impérialisme. Mais les D.T.S. ne sont qu'une monnaie de compte. On ne peut être payé qu'en monnaie de papier qui a cours, et non en « papier-or ». Toute conversion des D.T.S. en dollars, ou en d'autres devises en voie inexorable de dépréciation constante, déclenchera donc des mécanismes compensatoires : chute encore plus prononcée du dollar ; réduction encore plus importante de la consommation relative de pétrole²⁴, recherche encore plus fiévreuse de sources énergétiques de substitution ; hausse encore plus forte des prix des biens d'équipement exportés vers les pays de l'O.P.E.P. — qui risquent d'en neutraliser les avantages à moyen et à long terme ;

— pour toute une période, la hausse du prix du pétrole de l'O.P.E.P. détermine une substitution progressive d'énergie (y compris de pétrole non exporté par les pays membres du cartel) à ses exportations. Les experts estiment que la surproduction de pétrole et la capacité excédentaire des raffineries persisteront jusqu'en 1982. En 1985, la part des pays membres de l'O.P.E.P. dans la production mondiale de pétrole baisserait de 60 % aujourd'hui à 40 %, si le cartel devait s'obstiner à indexer son prix de vente sur celui de l'inflation mondiale (*Business Week*, 16 janvier 1978)²⁵ ;

— l'industrialisation cumulative des pays de l'O.P.E.P. se heurte à leur structure socio-économique rétrograde, à l'absence d'une véritable révolution agraire dans les pays densément peuplés, à la pénurie de main-d'œuvre dans les pays à faible densité de population, à l'aggravation des contradictions de classes que l'inflation accélérée, le déracinement de la population rurale, la surexploitation du prolétariat devront stimuler dans presque tous les cas. Elle risque donc de s'arrêter à un palier ;

— la croissance moyenne de l'ensemble de l'économie capitaliste internationale n'est ni un élément « extérieur » ni un élément « indifférent » pour déterminer l'impact de l'industrialisation des pays de l'O.P.E.P. sur l'économie des pays impérialistes. Nous l'avons déjà souligné : dans la mesure où nous sommes entrés dans une « onde longue » à croissance fort ralentie, tout bond en avant de la capacité de production industrielle installée dans les États membres de l'O.P.E.P. risque d'aggraver sérieusement la crise de secteurs industriels importants des pays impérialistes, avant tout les raffineries de pétrole, la pétrochimie, la sidérurgie et l'industrie des engrais synthétiques.

Quoi qu'il en soit, si « l'or noir » leur a permis d'échapper aux effets immédiats de la récession internationale sur leur propre économie, les pays de l'O.P.E.P.

constituent à ce propos une exception parmi les États semi-coloniaux et dépendants. Pour tout le reste de ces États, la conjonction de la hausse du prix du pétrole, de la récession économique internationale et de la pénurie alimentaire qui a subsisté tout au long de l'année 1974 les a frappés plus cruellement qu'à aucun autre moment depuis l'effondrement du « boom » de la guerre de Corée²⁶. Le Pakistan, le Bangladesh, la plupart des pays d'Afrique orientale et équatoriale et plusieurs pays latino-américains déficitaires en pétrole ont été frappés simultanément de quadruple façon :

— la hausse du prix du pétrole a aggravé considérablement le déficit déjà chronique de leur balance de paiements et absorbé une bonne partie, sinon la totalité, de l'« aide » qu'ils reçoivent, retardant ou bloquant ainsi d'importants projets, notamment de modernisation de l'agriculture ;

— la hausse du prix des vivres et des engrais chimiques qu'ils doivent importer du marché mondial leur a fait perdre encore plus de ressources que la hausse du prix du pétrole. Le coût des importations de vivres et d'engrais des pays semi-coloniaux a augmenté de 5 milliards de dollars en 1973 et d'un montant analogue en 1974, soit au total 10 milliards en deux ans. Cependant que le coût de leurs importations de pétrole ne s'est accru que de 1,2 milliard de dollars en 1973 et de 7 milliards en 1974, soit au total 8 milliards pour les deux années ;

— l'effondrement du cours de toute une série de matières premières, la réduction du volume de leurs exportations industrielles par suite des effets de la récession internationale, ont diminué leurs ressources en devises au moment même où leurs dépenses en devises avaient considérablement augmenté du fait du renchérissement des importations²⁷ ;

— l'effet cumulé de tous ces facteurs a provoqué une régression de la productivité du travail dans l'agriculture, combinée dans plusieurs cas avec une régression de la production absolue, ainsi qu'une stagnation sinon un recul de la production industrielle (impossibilité de maintenir le niveau nécessaire d'importations de certaines matières premières et pièces de rechange ; déclin de la demande sur le marché intérieur ; déclin des exportations, etc.).

Pour certaines parties du sous-continent indien, ce fut la catastrophe suivant celle des pays du Sahel.

Selon une estimation de la *Morgan Guarantee Trust Company*, les pays semi-coloniaux et dépendants non exportateurs de pétrole ont connu en 1974 les déficits suivants de leur balance des paiements :

TABLEAU XV. — *Déficits de la balance des paiements de pays dépendants et semi-coloniaux en 1974*

	En milliards de dollars
Brésil	7
Mexique	2,5
Inde	1,8
Corée du Sud	1,8
T'ai-wan	1,2
Pérou	0,850

faut y ajouter les découverts des spéculations sur les *futures* et sur les options, les accords inter-bancaires et les crédits à l'intérieur des groupes financiers. Rien d'étonnant que dans ces conditions, c'est le système bancaire américain qui apparaît progressivement comme le plus vulnérable. Fin 1984, 817 banques américaines étaient sur la liste des banques à surveiller de la *Federal Deposit Insurance Corporation* (*Neue Zürcher Zeitung*, 28 décembre 1984). Au cours de l'année 1984, 79 banques américaines ont dû fermer leurs guichets — chiffre record depuis la crise de 1938 — contre 10 en 1981, 42 en 1982 et 48 en 1983. Ces chiffres ne concernent pas les banques sauvées *in extremis*, ni les grandes banques travaillant à pertes.

Dans cette dernière catégorie, il faut placer notamment la *Crocker National Bank*, 12^e banque des U.S.A. (contrôlée par le groupe britannique de la *Midland Bank*), qui a accumulé plus de 300 millions de \$ de pertes en 1984, et la *First National Bank of Chicago*, la 10^e banque des U.S.A., qui a enregistré plus de 70 millions de pertes au 3^e trimestre de 1984, ayant dû comptabiliser 279 millions de \$ de crédits accordés comme non remboursables.

TABLEAU LXXVI. — Principaux débiteurs publics des banques privées
(en milliards de \$)

	Fin décembre 1982	Mars 1984
Mexique	61,5	64
Brésil	60	61,1
France	80	53,5 * *
Argentine	24,1	24,5
Espagne	23	24
Venezuela	22,8	22,3
Afrique du Sud	14,5	20,0
Corée du Sud	19	19,5
U.R.S.S	17	16,9
Belgique	8	15,1 *
Algérie	15,5	15 * * *
Chine	10,8	11,7
Indonésie	10,3	11
Australie	13,3	
Norvège	11,4	
Grèce	9,8	10,9
Pologne	13,8	10,7
Portugal	10	10,3
Philippines	8,5	9
Finlande	9,1	9
Égypte	9,0	
R.D.A	9,1	8,5

L'Italie et le Danemark, dont on sait qu'ils sont fortement endettés, n'apparaissent pas dans cette liste²²⁵.

* Dont une partie libellée en écus et en D.M.